



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire visant à modifier les conditions d'exploitation de l'usine de galvanisation à chaud des métaux exploitée par la société Européenne de Galvanisation sur le territoire de la commune de BACCARAT

N° 2025-0035
AIOT 0006200030

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1er du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, notamment l'arrêté préfectoral 2009-447 du 25 février 2010 autorisant la société Européenne de Galvanisation à exploiter les installations de galvanisation à chaud des métaux sur la commune de BACCARAT ;

Vu le courrier préfectoral du 14 mars 2014 actant, suite à proposition de l'exploitant, la rubrique 3230c comme rubrique principale de l'installation au titre de la réglementation IED et les conclusions sur les MTD FMP comme conclusions relatives à la rubrique principale de l'exploitation ;

Vu la déclaration d'antériorité au titre de la directive SEVESO 3 en date du 31 mai 2016 adressée par la société Européenne de Galvanisation au Préfet de Meurthe-et-Moselle pour ses installations sises sur le territoire de la commune de BACCARAT ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 7 février 2018 portant sur les modifications apportées au sein de l'usine de galvanisation à chaud en vue de la sortie de statut SEVESO du site de BACCARAT ;

Vu le tableau de nomenclature mis à jour et transmis par l'exploitant par courrier du 14 janvier 2025 suite la dernière visite d'inspection du 25 septembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2025_0091 en date du 11 février 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20 février 2025 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 4 mars 2025 ;

Considérant le nouveau classement sous la rubrique 4511 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique et le non-classement des activités du site au titre de la directive SEVESO 3 ;

Considérant que les mesures proposées dans le dossier de porter à connaissance du 7 février 2018 et mises en œuvre sur le site en vue de la sortie de statut SEVESO de l'usine de galvanisation à chaud de métaux exploitée par la société Européenne de Galvanisation sur le territoire de la commune de BACCARAT ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par les modifications pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que dans le dossier de demande de modification ;

Considérant que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société Européenne de Galvanisation sur le territoire de la commune de BACCARAT de l'usine de galvanisation à chaud de métaux doivent être modifiées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée et le non-classement du site au titre de la directive SEVESO 3 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 :

La société Européenne de Galvanisation, sise 10 route de Merviller à BACCARAT (54120), est autorisée sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2009-447 du 25 février 2010, complété par les prescriptions fixées par le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une usine de galvanisation à chaud des métaux sur le territoire de la commune de Baccarat. La surface de pièces métalliques traitées sera au maximum de 955 000 m².

Article 2 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral 2009-447 du 25 février 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »

Rubriques	Désignation	Caractéristiques	Régime*
2567-1.a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a. Supérieur à 1 000 l	1 cuve de 89,9 m ³ de zinc, soit 89 900 l 600 tonnes de zinc à 450 °C	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	5,4 MW	DC

	<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
3230.c	Transformation des métaux ferreux : c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure	8,1 tonnes/heure	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	1 cuve de dégraissage (89,9 m ³), 5 cuves de décapage (400 m ³), 1 cuve de dézingage (58,3 m ³), et 1 cuve de fluxage (82,6 m ³) Total : 630,8 m ³ :	A
4510.2	<i>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1</i> <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i> <i>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</i>	5,649 t	NC
4511.2	<i>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</i> <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i> <i>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</i>	168,424 t	DC

* : A : autorisation - DC : déclaration avec contrôle périodique - NC : non classé »

Article 3 :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2009-447 du 25 février 2010 sont complétées comme suit :

« Article 76- mesures de maintien de l'établissement hors du statut SEVESO

*L'exploitant s'assure en tout temps que les quantités de déchets et produits chimiques ne dépassent pas directement les seuils SEVESO des rubriques 4*** et qu'elles ne contribuent pas au dépassement des seuils SEVESO par la règle du cumul, notamment pour la somme c) - « dangers pour l'environnement ».*

L'exploitant met en place les procédures visant à garantir :

- *la suppression du stockage de déchet contenant du chlorure de zinc avec pompage direct dans le bain concerné par la société en charge de l'évacuation et du traitement dans une filière autorisée ;*

- la diminution du tonnage du bain de dézingage en diminuant le volume du bain (58 300 litres) et en maintenant une concentration de chlorure de zinc inférieure à 25 % (entre 2,5 et 25 %) dans le bain. La concentration maximale en zinc de ce bain est fixée à 173 g/l. »

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société EUROPÉENNE DE GALVANISATION

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Baccarat

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le 14 MARS 2025

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN